



Lutter contre la fraude fiscale : un enjeu majeur !

Dans le cadre de notre collaboration avec ATTAC, le 24 novembre dernier Anne Guyot Welke secrétaire nationale de Solidaires Finances publiques est venue animer la deuxième conférence débat de l'année sur le thème de la fraude fiscale.

Celle-ci s'est déroulée à Brionne, la première avait eu lieu à Bernay. Cette soirée a permis des débats riches avec particuliers et élus locaux, tous très réceptifs sur ce sujet brûlant d'actualité. Ainsi, Anne a également porté la voix des agents de la DGFIP concernant l'évolution du réseau et les suppressions d'emploi.

Prochaine conférence programmée le 26 janvier 2018 toujours avec ATTAC Risle et Charentonne à Pont Audemer.

Article du 6 décembre 2017

**UNE TRENTAINE DE PERSONNES À LA CONFÉRENCE.
 Lutter contre l'évasion fiscale**



Vendredi 24 novembre, au premier étage de la salle Gaston Taurin, à Brionne, l'association Attac a organisé une conférence afin d'expliquer clairement ce qu'est l'évasion fiscale et comment lutter contre ce fléau.

Dernièrement, la fraude et l'évasion fiscales ont une nouvelle fois fait la une des journaux avec les « Paradise papers » mettant en avant les mécanismes de fraude et d'évasion dont les plus riches particuliers ou entreprises abusent. Anne Guoyot-Welke est la porte-parole de Solidaire Finances Publiques, premier syndicat à la Direction Générale des Finances Publiques et au Ministère des Finances.

Elle a pris la parole face à une trentaine de Brionnais, anonymes ou élus. Pour commencer, elle a expliqué clairement les différentes manières de frauder. « Il y a la fraude classique, la personne qui camoufle des



Jean-Claude Verhaege, Anne Guyot-Welke et Pascal Didsch.

revenus, la fraude organisée avec des schémas de fraudés mis en place, pour les plus nantis, par des avocats fiscalistes. Puis il y a l'optimisation fiscale, c'est-à-dire réduire son impôt avec des moyens légaux via les fameuses niches fiscales. Et pour finir, il y a l'évasion fiscale, où les parti-

culiers ou entreprises utilisent les systèmes internationaux pour déplacer leurs bases d'imposition dans des paradis fiscaux pour réduire leurs taux d'impôts. Et l'économie numérique facilite encore plus ces manipulations. »

Elle continue : « Pour permettre aux états de lutter

contre ces mécanismes qui grèvent les budgets, et plus particulièrement celui de la France avec un montant évalué entre 60 et 80 milliards d'euros par an, des mesures indispensables doivent être prises tant en termes juridique, législatif, technique et humain. Il faut en finir avec cette impunité qui remet en cause l'équité fiscale, la redistribution des richesses et le consentement à l'impôt : c'est une urgence économique, sociale, environnementale et démocratique. »

Cette conférence-débat a permis aux citoyens et contribuables eux-mêmes d'échanger durant près d'une heure sur le rôle de l'impôt, mais aussi sur la façon de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Un débat qui est loin d'être clos.

**26 janvier 2018 à Pont-Audemer
 N'hésitez pas à vous y rendre !
 On informe, on nous entend, on résiste !**